

ESSAI



Philippe Rahmy

Propositions démocratiques
Democratic proposals
Propuestas democráticas
Vorschläge für die Demokratie

**EDITIONS
D'EN BAS**

PROPOSITIONS
DÉMOCRATIQUES

DEMOCRATIC
PROPOSALS

PROPUESTAS
DEMOCRÁTICAS

VORSCHLÄGE
FÜR DIE DEMOKRATIE

PHILIPPE RAHMY
PROPOSITIONS
DÉMOCRATIQUES
DEMOCRATIC PROPOSALS

translated by Sarah Detlef

PROPUESTAS
DEMOCRÁTICAS

traducción por
Mariana Arzate Otamendi, Melina Blostein,
Estela Consigli, Elena Donato, Lucía Dorín,
Yenny Enríquez, Érika Geymonat, Miguel
Marqués, Ezequiel Martínez Kolodens,
Julia Tomasini.

VORSCHLÄGE
FÜR DIE DEMOKRATIE

übersetzt von Verena Waeger

Éditions d'en bas
2018

Mise en page : Éditions d'en bas, Lausanne

Lectorat français : Isabelle Sbrissa

Illustration en couverture et dans le livre: © ADAGP Affiches
de Max Papart

© 2018

ISBN 978-2-8290-0580-0

Tanja Weber

&

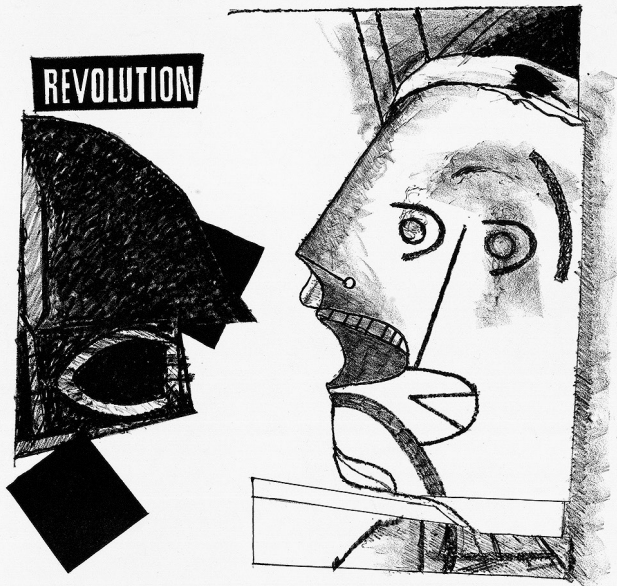
Éditions d'en bas

Rue des Côtes-de-Montbenon 30, 1003 Lausanne (Suisse)

www.enbas.net – contact@enbas.ch

www.rahmyfiction.net

REVOLUTION



de

mai

PROPOSITIONS DÉMOCRATIQUES

Avant-propos

Fin programmée de l'ordre néolibéral, je signale l'informatique, puissance effective au bénéfice de tous, comme outil d'émancipation, et les informaticiens, architectes des infrastructures financières et industrielles, et de l'écosystème social en toutes ses catégories, en tant que nouvelle classe sociale.

Comme l'ont été le prolétariat et la bourgeoisie, les informaticiens, dont le groupe se distingue de la profession homonyme, incluant mathématiciens, médiamaticiens, maîtres d'ouvrage, physiciens, codeurs, ingénieurs, techniciens, administrateurs, développeurs, modelers, rédacteurs, intégrateurs, ouvriers de production et de maintenance, assurant aujourd'hui la pérennité et, demain, la chute du système néolibéral, chacun selon son savoir et ses capacités d'action, répondent à la définition de classe sociale, malgré l'hétérogénéité idéologique, générique et fonctionnelle de cette classe, reflet du monde contemporain en ses porosités.

Comme le prolétariat et la bourgeoisie hier, ils y répondent parce qu'ils rassemblent le seul groupe humain assez large et fort pour renverser le pouvoir en place et pour porter la prochaine révolution.

Outrepassant la technique dont cette nouvelle classe se servira pour parvenir à ses fins libératrices, une telle révolution implique un idéal de justice, orientant les moyens informatiques, à défaut de quoi les informaticiens demeureront les idiots utiles du pouvoir.

Pour la première fois dans l'Histoire, grâce à des outils informatiques favorables aux pauvres et contraignants pour les riches, conçus selon une compréhension égalitaire de l'accès au capital, au sens large, dont personne, ni les États, ni les banques, ni les marchés, ne pourra davantage se passer demain qu'il ne s'en passe aujourd'hui pour accaparer les richesses naturelles et produites et tirer profit de la spéculation, les acteurs actuels du néolibéralisme œuvreront au bien commun, redistribuant, malgré eux, une large part de cette immense fortune au développement constant de l'humanité. Les riches seront toujours aussi riches, mais ils travailleront à éradiquer la pauvreté. Les termes et les modalités d'une telle redistribution seront définis et gérés par un Code numérique de l'égalité, régissant les flux financiers, mais aussi la

juste répartition des ressources, des savoirs et des chances, à l'échelle planétaire. Ce code couronnera les textes de loi, décrets et déclarations existants, hérités des précédentes révolutions et réformes. Sa portée sera universelle. Il signera l'abolition des frontières, la fin des nations, l'avènement de la société humaine.

Qui parle pour le citoyen ? Personne sinon lui-même quand il se donne des lois. La forme aboutie du langage est la loi, parole complexe au service du plus grand nombre, innocente de promesses et de mensonge. Qui parle pour l'homme aujourd'hui ? Ceux qui bafouent la loi.

Les pouvoirs exécutif et législatif ont cessé de représenter l'ensemble des citoyens. Ils fonctionnent à la manière des conseils d'administration dont les membres sacrifient l'intérêt général aux ambitions partisans. Ils n'incarnent plus ce grand corps souverain d'aspirations contradictoires à travers lequel s'exprimait la volonté populaire. Cette volonté a changé dans des proportions telles, qu'elle n'ajuste plus la conscience morale des individus aux lois démocratiques. Le sens de la justice se heurte désormais à la loi ressentie comme arbitraire, car arbitrant les conflits à l'avantage exclusif de l'oligarchie. La justice pour tous suppose une attention particulière aux droits des citoyens les plus faibles et aux devoirs des plus puissants.

2

Les codes civil et pénal n'offrent plus la garantie d'équité à laquelle la population a droit dans un régime démocratique. La puissance financière de l'oligarchie, servie par des outils informatiques de captation et d'optimisation des richesses, s'est placée hors d'atteinte de la loi.

3

La corruption du pouvoir se mesure à l'abattement de la population. La population, pourtant libre d'exprimer son opinion, est prise au piège d'une érosion du sentiment de liberté, entretenue par ceux chargés de protéger cette même liberté. Il en découle que les élus, s'affranchissant de leur mandat de protection des institutions, s'en tiennent à préserver les avantages de leur fonction, nourrissant une grandeur d'apparat d'autant plus démonstrative, qu'elle ne se soucie pas d'équité. Toute juste plainte les visant est ainsi deux fois neutralisée: d'une part, le citoyen n'a d'autre recours que d'exercer son droit de vote, alimentant ainsi la machine dont il subit cruellement le dysfonctionnement; d'autre part, il se voit répondre que les dysfonctionnements qu'il dénonce sont la rançon du

meilleur système possible, la démocratie. Quand le citoyen persiste dans sa plainte, il se voit lui-même accusé de penchants dictatoriaux. Alors le citoyen se résigne, jusqu'à ce qu'il se laisse séduire par ceux qui, invariablement au service des oppresseurs, promettent une société meilleure.

4

Le sentiment d'impuissance collective alimente une violence que l'oligarchie se garde d'affronter, trop occupée à entretenir l'inégalité des fortunes. La répression policière entérine la dégradation de l'idéal démocratique, protégeant par la force les privilèges des puissants et assurant la soumission de la population. Que le gouvernement se saisisse aujourd'hui des attributs de la domination pour exercer un pouvoir qui ne peut être appelé illégitime en ce qu'il exprime la majorité de ceux qui font encore l'effort de voter, mais qui doit être appelé inique parce qu'il répond à une logique opportuniste, profitant du découragement populaire, est dans l'ordre des choses. La population partage une vision crépusculaire de la démocratie, par manque de moyens efficaces face à ceux qui pervertissent son esprit et son fonctionnement sous couvert d'élections.

5

On ne peut pas abolir pour toujours la tyrannie, mais on peut aujourd'hui se munir de lois si magnanimes, si terribles, si efficaces, qu'elles neutraliseront la rapacité de l'oligarchie, sans détruire pour autant la société qui ne saurait exister sans élites. On reconnaît l'oligarchie à ce qu'elle réduit l'ambition populaire légitime et la volonté collective d'émancipation à un projet délirant et sans avenir, réduisant toute action de libération et tout mouvement révolutionnaire à une entreprise de déstabilisation vouée à précipiter la société dans le chaos.

6

Analyser et comprendre les mécanismes de l'asservissement des populations ne suffit pas à restaurer la démocratie. La vertu publique n'est ni amour du prochain ni amour de la justice. Elle est l'application scrupuleuse, inlassable, des droits fondamentaux de la loi.

7

Après la révolution de 1789, la république fut mise en péril, avilie, abattue, mais elle s'est relevée. La voici, à

nouveau, plus que menacée, déjà partiellement dévorée. Nous avons cependant la chance de nous souvenir de nos erreurs passées. Nous ne cherchons plus les ennemis parmi la population. Ils n'y vivent pas. Ils n'y ont jamais vécu. Où sont les traîtres? Ils se sont retranchés au-dessus des lois, dans la citadelle des pouvoirs financier, industriel et politique, ennemis des principes de la démocratie. L'ordre qui en découle n'a pas à être qualifié. Il incarne la défaite du droit.

8

Chacun connaît l'histoire de la misère matérielle et morale qui mène aux révolutions. La résignation de la population l'empêche de reconnaître ces mêmes symptômes au cœur de son époque, ou, si elle les voit, d'admettre qu'ils ont atteint le seuil intolérable. Quelle humiliation la population doit-elle encore endurer pour s'éveiller? C'est la question que lui pose le pouvoir félon au moment des élections dont il rabaisse la nature et le fonctionnement au rang de mascarade. Quelle liberté y a-t-il à choisir entre un mal et un pire? Aucun. Il n'y a que la honte de participer au démantèlement de la démocratie.

Le droit de vote, garanti par la constitution de la société démocratique, ne saurait être confondu avec la démocratie. L'abstention ou le vote blanc ne témoignent pas davantage de l'épuisement ou de la faillite du système démocratique. Ils expriment un désir de davantage de démocratie.

Sera démocratique tout régime politique guidé par un impératif d'ouverture et d'accueil, dans lequel le pouvoir est contrôlé et détenu par la population, sans distinction de richesse, de compétence, de naissance ou d'origine, mais aussi toute société qui, se reconnaissant multiple et divisée, placera au cœur de son projet la libre expression de ses contradictions, soumises à une perpétuelle négociation par les citoyens.

La constitution dont une population se dote consiste dans l'application et la garantie des droits et des devoirs en dessous desquels cette population ne peut constituer une société. Ces droits et ces devoirs sont

aits légitimes en ce qu'ils fondent l'ordre social. Les représentants de cette société ne sont pas en dessus, mais en dessous des citoyens. Le pouvoir dont ils sont dépositaires les astreint à renoncer à tout privilège, hormis celui d'exercer leur charge. Leurs besoins en matière de logement, de rémunération et de protection seront couverts à hauteur des minimaux sociaux garantis à chaque citoyen par la loi.

12

Mais les élus, dépositaires du pouvoir, instaurent nécessairement une oligarchie au sein de toute démocratie, qu'elle soit directe ou représentative, privant la population du pouvoir politique effectif. Une telle oligarchie, incluant les sphères médiatique et financière quand leur rôle premier d'informer et de développer la société, de garantir la pluralité des moyens d'expression et de création de richesses se donne, au contraire, pour mission de domestiquer et d'appauvrir, au seul objectif de servir des intérêts privés, reconduit le modèle de la tyrannie sous couvert de progrès, qu'il soit matériel, scientifique ou social, mais demeurant assujetti aux intérêts premiers de cette oligarchie, que sont l'augmentation incessante de bénéfices et de privilèges, incompatibles avec le régime démocratique.

13

L'espoir ne nous est plus promis que par les puissants.
Il doit être l'affaire de chacun.

14

L'oligarchie se brisera contre la démocratie restaurée
et lui sera assujettie.

15

Les notions de peuple et d'État seront supplantées par
celles de population et de société, et, à terme, par la
seule réalité de population mondiale.

16

Le roi est mort, l'oligarque est roi, l'ouvrier se meurt, le
paysan se pend, la jeunesse consomme, la démocratie
s'éteint. Une chance demeure. Établi au centre du sys-
tème oppresseur dont il est la cheville ouvrière, mesu-
rant chaque jour le degré d'abandon d'une multitude
de citoyens, l'informaticien travaille. Sa fonction est de
nourrir l'oligarque. Mais quel est son destin ?

Investi d'un pouvoir immense dont il n'a pas encore pris la mesure, l'informaticien entretient le maître qui le nourrit. Mais demain, il s'affranchira de son autorité. Comme le bourgeois a supplanté le roi dont il était le banquier, l'informaticien réduira l'oligarque à sa merci au lieu de l'engraisser.

La population investira les informaticiens du pouvoir exceptionnel d'attaquer l'édifice qu'ils ont jusqu'alors défendu, et de vivifier l'équité et l'espérance révolutionnaires au moyen d'un nouveau code informatique, destiné à assurer une répartition équitable des ressources et des richesses naturelles et produites, en temps réel et à l'échelle planétaire. Programmé selon l'idéal révolutionnaire d'égalité, il sera, dans un premier temps, implémenté dans les outils informatiques de la finance, mais aussi indissociablement lié à ceux dont se servent les États et les multinationales. Il prélèvera un pourcentage sur toutes les transactions boursières et financières, sur les marchés officiels et opaques, tout en gérant l'exploitation, l'acheminement et la distribution des

matières premières et des sources d'énergie. Dans un second temps, ce code informatique sera affiné en tenant compte des paramètres sociaux, économiques, politiques, géographiques, climatiques et historiques des populations, indépendamment des décisions politiques prises par les États, les groupes d'intérêt ou les mafias. Dans un troisième temps, ces algorithmes seront sanctuarisés, constituant le cœur actif d'une démocratie planétaire enfin dotée des moyens de ses ambitions.

19

Plus les oligarques produiront de richesses, plus la part revenant aux populations sera conséquente. Il en découlera que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les puissants travailleront à satisfaire efficacement les besoins des défavorisés. À terme, par un effet de vases communicants, la démocratie exsangue retrouvera le goût du futur. Il n'est nul besoin de faire couler le sang pour désarmer l'oligarchie. L'intelligence révolutionnaire dispose des outils pacifiques capables de détruire l'ordre ancien sans tuer les anciens maîtres qui deviendront, malgré eux, les serviteurs du plus grand nombre.

La révolution prendra pour armes la loi sous forme de code informatique contraignant, autonome et sanctuarisé par la constitution, pour champions, les informaticiens et les mathématiciens et, pour outils, ceux de l'intelligence artificielle.

La volonté populaire est souveraine dans son contenu comme dans sa forme. La démocratie ne doit plus se renier au prétexte de ne pas disposer des moyens matériels pour renverser l'oligarchie. Elle doit se ressaisir de l'intérêt public en réconciliant les humains avec la liberté, l'égalité et la fraternité. Pour ce faire, elle doit convoquer les états généraux qui marqueront la première étape de la révolution démocratique initiée et menée par celles et ceux qui détiennent déjà le pouvoir effectif, mais qui se soumettent encore aux intérêts contraires à la démocratie, les informaticiens. Il est temps de changer l'Histoire.

DEMOCRATIC PROPOSALS

Foreword

In the wake of the end of the neoliberal order, I name technology, an effective power for the benefit of all, as a tool of emancipation, and computer scientists, architects of financial and industrial infrastructures, and of the social ecosystem in all of its forms, as a new social class.

Just like the proletariat and the bourgeoisie, computer scientists, whose group is distinguished from the homonymous profession, including mathematicians, mediamaticians, project managers, physicists, coders, engineers, technicians, administrators, developers, modellers, editors, web developers, maintenance and production workers, ensuring today the sustainability and, tomorrow, the fall of the neoliberal system, each according to its knowledge and its capacity to act, respond to the definition of social class, despite the ideological, generic and functional heterogeneity of this class, reflective of the porosities of the contemporary world.

Like the proletariat and the bourgeoisie of yesterday, they respond to it because they are assembling the only human group big and strong enough to overthrow the powers that be and to bring about the next revolution.

Beyond the means by which this new class will achieve their goals of liberation, such a revolution implies an ideal of justice, employing computer technology, without which computer scientists will remain the useful idiots of the ruling class.

For the first time in History, thanks to computer-based tools advantageous to the poor and constraining to the rich, conceived according to an egalitarian understanding of access to capital, in a broad sense in which no one, not the States, nor the banks, nor the markets, will be able to do without tomorrow that which they do not do without today and use to monopolize natural and manufactured wealth and to capitalize on speculation, the current enactors of neo-liberalism will work towards the common good, redistributing, despite themselves, a large part of this gargantuan fortune to the constant betterment of humanity. The rich will still be as rich, but they will work to eradicate poverty. The terms and conditions of such a redistribution will be defined and managed by a Digital Code of Equality, governing cash flow,

but also the just redistribution of resources, knowledge, and opportunities, on a planetary scale. This code will crown existing documents, decrees, and declarations of law, inherited from previous reforms and revolutions. Its reach will be universal. It will signify the abolition of borders, the end of nations, the dawn of human society.

Who speaks for the citizens? No one, only themselves, when they vote on laws. The ultimate form of language is the law, complex speech in the service of the masses, innocent of promises and lies. Who speaks for man today? Those who flout the law.

The executive and legislative powers have stopped representing citizens as a whole. They function like a board of trustees whose members sacrifice the public interest for partisan ambitions. They no longer personify this great sovereign body whose wealth of contradictory aspirations exemplified the will of the people. This will has changed so markedly as to no longer adjust the moral consciousness of individuals to fit democratic law. Henceforth a sense of justice comes into conflict with the law, which is felt to be arbitrary, but arbitrating conflicts to the exclusive benefit of the oligarchy. Justice for all implies particular attention to the rights of those most marginalized citizens and to the duties of those who are most powerful.

2

The civil and penal codes no longer offer the guarantee of equity to which the population has the right in a democratic system. The financial domination of the oligarchy, served by digital tools facilitating collection and optimization of wealth, has placed itself beyond the reach of the law.

3

Corruption of power is measured by the dejection of the population. The population, however free though it is to express its opinion, is held captive by the erosion of its feeling of freedom, preserved by those tasked with protecting that same freedom. It thus follows that the elected, upon freeing themselves from their mandate to protect institutions, cling to the advantages of their function, cultivating a display of stateliness all the more demonstrative, that it does not concern itself with equity. Any and all just complaints targeting them are thus neutralized on two levels: on one hand, citizens have no choice but to exercise their right to vote, thus feeding the machine and its dysfunction to which they are so cruelly subjected; on the other, they are told that this dysfunction

is the price for the best possible system, a democracy. When citizens persist in their grievances, they are themselves accused of having dictatorial leanings. So citizens resign themselves, until they, in turn, are seduced by those who, invariably in the service of the oppressors, promise a better society.

4

The feeling of collective powerlessness nurtures a certain violence that the oligarchy neglects to confront, too occupied with maintaining the inequality of fortunes. Police repression ratifies the degradation of the democratic ideal, protecting the privileges of the powerful and ensuring the submission of the population by force. That the government utilizes tools of oppression in order to exercise a power that cannot rightly be called illegitimate in that it reflects the majority of those who still make the effort to vote is par for the course, but this must be called unjust because it is a matter of opportunistic logic, profiting from widespread disconsolation of concerned subjects. The population shares a desolate view of democracy, informed by a lack of effective ways to oppose those who pervert its spirit and operation under the guise of the electoral process.

5

One cannot abolish tyranny forever, but we can at present equip ourselves with laws so magnanimous, so terrible, and so efficient, that they will neutralize the rapacity of the oligarchy, without destroying a society that cannot exist without elites. We can recognize in oligarchy that it reduces legitimate popular ambition and collective will for emancipation on a mass scale, to a delirious and futureless project, diminishing all liberating activities and any revolutionary movement to a destabilizing enterprise devoted to plunging society into chaos.

6

Analyzing and comprehending the methods by which populations are subjugated is not enough to restore democracy. Public virtue is neither a matter of loving thy neighbor nor loving justice. It is the scrupulous, indefatigable application of the fundamental rights of the law.

After the revolution of 1789, the republic was imperilled, debased, vilified, but it rose anew. Here it is again, more than threatened, and already partially devoured. However, we do still have the chance to remember our past mistakes. We are no longer searching for enemies in the population. They don't exist there. They never did. Where are the traitors? They are above the law, protected in the citadel of financial, industrial, and political powers, enemies of democratic principles. The order that follows suit does not need to be qualified. It embodies the defeat of the law.

Everyone knows the history of material and moral misery that leads to revolutions. The resignation of the population hinders their recognition of these same symptoms at the heart of their own epoch, or, if they see them, their admission that they have reached the threshold of the intolerable. What sort of humiliation must the population endure in order to wake up? It is the question that the felonious elite ask it at the time of elections whose nature and operation

they belittle as a farce. What freedom is there in choosing the lesser of two evils? None. There is only the shame in having participated in the dismantling of democracy.

9

The right to vote, guaranteed by the constitution of a democratic society, cannot be confounded with democracy. Abstention or the blank vote does not signify further exhaustion or failure of the democratic system. It expresses a desire for further democracy.

10

Any political regime shall be democratic providing that it is guided by an imperative of openness and acceptance, where power is controlled and possessed by the people, regardless of wealth, competence, birth or origin, but also any society that, upon recognizing itself as complex and divided, would dedicate itself to freely expressing its contradictions, subject to constant negotiation by its citizens.

The constitution with which a population is endowed consists of the application and guarantee of the rights and obligations without which this population cannot constitute a society. These rights and obligations are deemed warranted in that they are the basis for social order. The representatives of this society are not above, but below the citizens. The power that they are bestowed with compels them to renounce all privilege other than that needed to perform their duties. Their needs in terms of lodging, remuneration, and protection shall be provided in accordance with the minimum social standard guaranteed to each citizen by law.

But the elected, custodians of power, necessarily establish an oligarchy in the heart of all democracy, whether it is direct or representative, depriving the population of meaningful political power. Such an oligarchy, including media and financial spheres when their primary role of informing and advancing society, to confirm the plurality of means of expression and the creation of wealth, yields instead domestication

and impoverishment with the sole objective of serving private interests, replaces the model of tyranny under the guise of progress, whether it be material, scientific, or social, but remaining subject to the primary interests of this oligarchy, which are the incessant augmentation of benefits and privileges, incompatible with a democratic society.

13

Hope is only promised to us by the powerful. It must be the concern of each individual.

14

The oligarchy will dash itself against restored democracy and will be subjugated by it.

15

The notions of the people and the state will be supplanted by those of population and society, and, as such, the singular reality of a world population.

16

The king is dead, the oligarch is king, the worker withers, the peasant hangs himself, youth are consumers, and democracy is extinguished. A chance remains. Established at the center of the oppressive system of which they are the linchpin, measuring each day with the degree of abandon of a multitude of citizens, the computer scientist toils. His function is to feed the oligarch. But what is his destiny?

17

Possessor of an immense power the extent of which he has not yet ascertained, the computer scientist maintains the master that feeds him. But tomorrow, they will do away with his authority. As the king was supplanted by the bourgeois who were his bankers, the computer scientist shall reduce the oligarch to be at his mercy rather than enriching him.

18

The population shall bequeath unto technologists the remarkable power to attack the office that they, up until that point, defended, and to invigorate

revolutionary equity and hope by way of a new digital code, destined to ensure equitable redistribution of resources and wealth from nature and manufactured sources, in real time and on a planetary scale. Programmed according to the revolutionary ideal of equality, it shall be, first of all, implemented alongside the digital tools used in finance, but also indissociably linked to those who exploit states and multinationals. It will levy a percentage on all stock exchange and financial transactions, on official and opaque markets, while managing the operation, routing and distribution of raw materials and energy sources. Secondly, this digital code will be refined based on the social, economic, political, geographical, climatic, and historical parameters of populations, independent of political decisions made by the states, interest groups, or mafias. Thirdly, these algorithms will be sanctuarized, constituting the active core of a worldwide democracy finally equipped with the means to achieve its ambitions.

19

The more oligarchs produce wealth, the more significant the share returned to the populations will be. It follows that, for the first time in the history of

humanity, the powerful will work to effectively satisfy the needs of the marginalized. Ultimately, through interconnections, bloodless democracy will regain a taste for the future. There is no need to spill blood in order to disarm the oligarchy. Revolutionary intelligence has pacifist tools capable of destroying the old order without killing the old masters who will become, involuntarily, servants of most people.

20

The revolution will use the law as a weapon in the form of a limiting and autonomous digital code, sanctuarized by the constitution, admitting as champions, technologists and mathematicians and, as tools, artificial intelligence.

21

The popular will is sovereign in its content as well as its form. Democracy no longer has to renounce itself under the pretext of not having the material means to overthrow the oligarchy. It must grasp the public interest by reconciling humans with liberty, equality, and fraternity. To do so, it must convene the general assemblies, which will mark the first stage of the

democratic revolution initiated and led by those who already hold effective power, but who still submit to the interests contrary to democracy, the computer scientists. It is time to change History.

PROPUESTAS DEMOCRÁTICAS

Prólogo

Ante el fin programado del orden neoliberal, declaro la informática, potencia efectiva al servicio de todos, como herramienta de emancipación, y a los técnicos informáticos, arquitectos de las infraestructuras financieras e industriales, y del ecosistema social en todas sus categorías, una nueva clase social.

Así como lo hicieron el proletariado y la burguesía, los técnicos informáticos, grupo que se distingue de la profesión homónima e incluye matemáticos, mediamáticos, empresarios, físicos, codificadores, ingenieros, técnicos, administradores, desarrolladores, modeladores, redactores, integradores, obreros de producción y de mantenimiento, quienes hoy aseguran la perennidad y, mañana, la caída del sistema neoliberal, cada uno según su saber y sus capacidades de acción, responden a la definición de clase social, a pesar de su heterogeneidad ideológica, genérica y funcional que refleja el mundo contemporáneo con sus porosidades.

Como el proletariado y la burguesía de ayer, responden a esta clase porque conforman el único grupo humano lo suficientemente amplio y fuerte como para derrocar el poder establecido y llevar adelante la próxima revolución.

Al exceder la técnica de la cual esa nueva clase se servirá para lograr sus objetivos liberadores, orientando los medios informáticos, una revolución como esa implica un ideal de justicia, sin el que los informáticos se limitarán a ser los idiotas útiles del poder.

Por primera vez en la Historia, gracias a herramientas informáticas favorables a los pobres y restrictivas para los ricos, concebidas según una comprensión igualitaria del acceso al capital, en sentido amplio, del que nadie –ni los Estados, ni los bancos, ni los mercados– podrá prescindir más mañana que hoy para acaparar las riquezas naturales y producidas y sacar provecho de la especulación, los actores actuales del neoliberalismo obrarán para el bien común, redistribuyendo, a su pesar, gran parte de esa inmensa fortuna para el desarrollo constante de la humanidad. Los ricos seguirán siendo igual de ricos, pero trabajarán para erradicar la pobreza. Los términos y condiciones de tal redistribución estarán regidos por un Código Digital de Igualdad, que regulará los flujos financieros, pero también el reparto

justo de los recursos, saberes y oportunidades, a escala mundial. Ese código coronará los textos de las leyes, decretos y declaraciones existentes, heredados de las precedentes revoluciones y reformas. Su alcance será universal. Marcará la abolición de las fronteras, el fin de las naciones, el advenimiento de la sociedad humana.

¿Quién habla por el ciudadano? Nadie sino él mismo, cuando se otorga leyes. La ley es la forma acabada del lenguaje, discurso complejo al servicio de la mayoría, inocente de mentiras y de promesas. ¿Quién habla hoy por el hombre? Quienes ultrajan la ley.

Los poderes ejecutivo y legislativo han dejado de representar al conjunto de los ciudadanos. Funcionan como los consejos de administración, cuyos miembros sacrifican el interés general por las ambiciones partidistas. Han dejado de encarnar ese gran corpus soberano de aspiraciones contradictorias a través del cual se expresaba la voluntad popular. Tal voluntad ha cambiado en tal medida que ya no es capaz de ajustar la conciencia moral del individuo a las leyes democráticas. Ahora, el sentido de la justicia se enfrenta a una ley que se percibe como injusta, pues arbitra los conflictos exclusivamente a favor de la oligarquía. La justicia para todos implica atender particularmente los derechos de los ciudadanos más débiles y los deberes de los más poderosos.

2

Los códigos civil y penal ya no ofrecen la garantía de equidad a la que tiene derecho la población en un régimen democrático. La potencia financiera de la oligarquía, con el apoyo de herramientas informáticas de captación y optimización de riquezas, se situó fuera del alcance de la ley.

3

La corrupción del poder se mide con el desánimo de la población. Aunque libre de expresar su opinión, la población queda atrapada por una erosión del sentimiento de libertad, a cargo de quienes deben proteger esa misma libertad. De ello resulta que los elegidos, liberándose de su mandato de protección de las instituciones, se limitan a preservar las ventajas de su función, nutriendo una suntuosidad tanto más manifiesta cuanto que no se preocupa por la equidad. Cualquier justa queja que apunte a ellos queda neutralizada dos veces: por un lado, el ciudadano no tiene otro recurso que ejercer su derecho al voto, con lo que alimenta la máquina cuyo disfuncionamiento soporta cruelmente; por otro lado, termina respondiendo que los disfuncionamientos que denuncia

son la contrapartida del mejor sistema posible: la democracia. Cuando el ciudadano persiste en su queja, se lo acusa de tener inclinaciones dictatoriales. Entonces, el ciudadano se resigna, hasta que se deja seducir por aquellos que, invariablemente al servicio de los opresores, prometen una sociedad mejor.

4

El sentimiento de impotencia colectiva fomenta una violencia que la oligarquía se abstiene de afrontar, demasiado ocupada en conservar las desigualdades de las riquezas. La represión policial ratifica la degradación del ideal democrático protegiendo con la fuerza los privilegios de los poderosos y asegurando el sometimiento de la población. Que hoy el gobierno se apropie de los atributos de la dominación para ejercer un poder que no puede llamarse ilegítimo por ser la expresión de la mayoría de los que todavía se esfuerzan en ir a votar, pero que debe llamarse inicuo porque responde a una lógica oportunista que se aprovecha del desánimo popular, forma parte del orden de las cosas. La población comparte una visión decadente de la democracia por falta de medios eficaces frente a los que corrompen su espíritu y su funcionamiento disfrazado de elecciones.

5

No se puede abolir para siempre la tiranía, pero hoy en día es posible dotarse de leyes tan magnánimas, tan formidables, tan eficaces, que neutralicen la rapacidad de la oligarquía, sin por ello destruir la sociedad, que no podría existir sin elites. Se reconoce a la oligarquía porque reduce la ambición popular legítima y la voluntad colectiva de emancipación a un proyecto delirante y sin futuro, reduciendo así toda acción de liberación y todo movimiento revolucionario a un intento de desestabilización destinado a precipitar a la sociedad en el caos.

6

Analizar y comprender los mecanismos del sometimiento de los pueblos no basta para restaurar la democracia. La virtud pública no es ni amor al prójimo, ni amor a la justicia. Es la aplicación escrupulosa, incansable, de los derechos fundamentales de la ley.

Después de la revolución de 1789, la república se ha visto en peligro, degradada, abatida, pero se ha vuelto a poner de pie. Aquí está, de nuevo, más que amenazada, ya parcialmente devorada. Tenemos, pese a ello, la oportunidad de recordar los errores cometidos. No buscamos más a los enemigos entre la población. No residen ahí. Nunca lo han hecho. ¿En dónde están los traidores? Se han atrincherado sobre las leyes, en la ciudadela de los poderes financiero, industrial y político, en tanto enemigos de los principios de la democracia. El orden que deriva de esta situación es inadmisibile. Encarna la derrota del derecho.

Cada uno de nosotros conoce la historia de la miseria material y moral que lleva a las revoluciones. La resignación de la población le impide reconocer esos mismos síntomas en el apogeo de su época o, si los ve, le impide admitir que llegaron a un umbral intolerable. ¿Qué otra humillación debe soportar la población para despertar? Es la pregunta que le hace el infame poder en época de elecciones, cuya naturaleza y

funcionamiento convierte en una farsa. ¿Qué libertad existe al elegir entre un mal y un peor? Ninguna. No hay más que la vergüenza de participar en el desmantelamiento de la democracia.

9

El derecho al voto, garantizado por la constitución de la sociedad democrática, no debe confundirse con la democracia. La abstención o el voto en blanco no son tanto el testimonio del agotamiento o del fracaso del sistema democrático. Expresan un deseo de mayor democracia.

10

Será democrático todo régimen político guiado por un imperativo de apertura y hospitalidad, en el que el poder sea controlado y detentado por la población, sin distinción de riquezas, de competencias, de nacimiento u origen, pero también toda sociedad que, reconociéndose múltiple y dividida, coloque en el corazón de su proyecto la libre expresión de sus contradicciones, sometidas a una negociación perpetua por parte de los ciudadanos.

La constitución de la que se dota una población consiste en la aplicación y la garantía de los derechos y deberes por debajo de los cuales esa población no puede constituir una sociedad. Esos derechos y deberes se dicen legítimos por cuanto fundan el orden social. Los representantes de esa sociedad no están por sobre sino por debajo de los ciudadanos. El poder del que son depositarios los obliga a renunciar a todo privilegio, excepto al de ejercer su cargo. Sus necesidades en materia de vivienda, remuneración y protección estarán cubiertas en el nivel de los mínimos sociales que la ley garantiza a todo ciudadano.

Pero los elegidos, depositarios del poder, instauran necesariamente una oligarquía dentro de cualquier democracia, ya sea directa o representativa, y dejan a la población sin poder político real. Esa oligarquía que incluye las esferas mediática y financiera cuando su principal rol de informar y desarrollar la sociedad, garantizar la pluralidad de los medios de expresión y de creación de riquezas se propone, por el contrario, domesticar y empobrecer con el único objetivo de

servir a los intereses privados-renueva el modelo de la tiranía bajo los ropajes del progreso, ya sea material, científico o social, pero siempre sujeto a los intereses primeros de esa oligarquía, que son el aumento incesante de beneficios y privilegios, incompatibles con el régimen democrático.

13

Solo los poderosos nos prometen la esperanza.
Debe ser cuestión de cada uno.

14

La oligarquía se estrellará contra la democracia restaurada y será dominada por ella.

15

Las nociones de población y sociedad, y, llegado el momento, la mera realidad de población mundial, reemplazarán a las de pueblo y estado.

El rey ha muerto, el oligarca es rey, el obrero muere, el campesino se ahorca, la juventud consume, la democracia se apaga. Aún queda una esperanza. Midiendo día a día el nivel de abandono de una multitud de ciudadanos, el técnico informático, eje motor en el núcleo del sistema opresor, trabaja. Su función es alimentar al oligarca. ¿Pero cuál es su destino?

Dotado de un poder inmenso cuyas dimensiones aún no conmensuró, el informático mantiene al amo que lo alimenta. Pero mañana, ya no estará bajo su autoridad. Como el burgués reemplazó al rey luego de ser su banquero, el informático pondrá al oligarca a su merced en vez de engordarlo.

La población conferirá un poder excepcional a los técnicos informáticos para atacar el edificio que hasta entonces habían defendido, y para reavivar la equidad y la esperanza revolucionarias por medio de un nuevo

código informático, destinado a asegurar una repartición equitativa de los recursos y las riquezas naturales y producidas, en tiempo real y a escala mundial. Programado con base en el ideal revolucionario de igualdad, el código será implementado, en un primer momento, en las herramientas informáticas de las finanzas, pero también estará indisociablemente vinculado a aquellas de las que se sirven los estados y las multinacionales. Sacará un porcentaje de todas las transacciones bursátiles y financieras, de los mercados oficiales y opacos, al tiempo que administrará la explotación, el transporte y la distribución de las materias primas y las fuentes de energía. En un segundo momento, este código informático será perfeccionado tomando en cuenta parámetros sociales, económicos, políticos, geográficos, climáticos e históricos de las poblaciones, independientemente de las decisiones políticas tomadas por los estados, los grupos de interés o las mafias. En un tercer momento, estos algoritmos serán sacralizados, constituirán el corazón activo de una democracia mundial dotada finalmente de los medios para alcanzar sus fines.

Mientras más produzcan los oligarcas, más significativa será la parte que pasará a manos de la población. De ello resultará que, por primera vez en la historia de la humanidad, los poderosos trabajarán para satisfacer eficazmente las necesidades de los desamparados. A largo plazo, por un efecto de vasos comunicantes, la democracia debilitada redescubrirá el entusiasmo por el futuro. No hay ninguna necesidad de derramar sangre para desarmar a la oligarquía. La inteligencia revolucionaria dispone de herramientas pacíficas capaces de destruir el viejo orden sin matar a los antiguos amos que, a su pesar, se convertirán en servidores de la mayoría.

La revolución tomará como armas la ley en forma de código informático obligatorio, autónomo y sacralizado por la constitución, como héroes a los técnicos informáticos y a los matemáticos y, como herramientas, las de la inteligencia artificial.

La voluntad popular es soberana tanto en su contenido como en su forma. Y no se debe renegar de la democracia con el pretexto de que no dispone de medios materiales para derrocar la oligarquía. Esta debe volver a apelar al interés público reconciliando a los humanos con la libertad, la igualdad y la fraternidad. Para hacerlo, debe convocar a los estados generales que marcarán la primera etapa de la revolución democrática iniciada y llevada adelante por aquellos y aquellas que ya ejercen el poder real pero que todavía se someten a los intereses contrarios a la democracia, los técnicos informáticos. Es tiempo de cambiar la Historia.

Traducción:

Mariana Arzate Otamendi, Melina Blostein, Estela Consigli, Elena Donato, Lucía Dorín, Yenny Enríquez, Érika Geymonat, Miguel Marqués, Ezequiel Martínez Kolodens, Julia Tomasini.

VORSCHLÄGE FÜR DIE DEMOKRATIE

Vorwort

Angesichts des bevorstehenden Endes der neoliberalen Wirtschaftsordnung zeige ich die Informatik als effektives Mittel zum Wohle aller auf, als Werkzeug der Gleichstellung, und die Informatiker als Architekten der finanziellen und industriellen Infrastruktur sowie des sozialen Ökosystems in all seinen Schattierungen als neue soziale Klasse.

Wie einst das Proletariat und das Bürgertum, sind es heute die Informatiker, eine Berufsbezeichnung, die Mathematiker, Fachinformatiker, Projektleiter, Physiker, Codierer, Ingenieure, Techniker, Administratoren, Entwickler, Modelleure, Redakteure, Fachleute für Systemintegration, Produktions- und Wartungsmitarbeiter mit einschließt, die heute noch das Fortbestehen und morgen den Fall des neoliberalen Systems sichern, jeder nach seinem Wissen und seinen Handlungsmöglichkeiten. Sie entsprechen somit der Definition der sozialen Klasse, trotz ihrer ideologischen, generischen und funktionalen

Heterogenität, die ein Ausdruck der modernen Welt mit ihrer Durchlässigkeit ist.

So wie das Proletariat und das Bürgertum in der Vergangenheit, sind es heute sie, weil sie die einzige Gruppe von Menschen sind, die groß und stark genug ist, das herrschende System zu stürzen und die nächste Revolution einzuleiten.

Über die Technologie hinaus, derer sich diese neue Klasse bedienen wird, um ihr Ziel der Befreiung zu erreichen, impliziert eine solche Revolution ein Ideal der Gerechtigkeit als Leitlinie für die Informatik, ohne das die Informatiker nützliche Idioten des herrschenden Systems bleiben werden.

Erstmals in der Geschichte werden die heutigen Akteure des Neoliberalismus – dank der Werkzeuge der Informatik, die den Armen zugutekommen und die Reichen einschränken, da sie nach einem egalitären Verständnis des Zugangs zum Kapital konzipiert sind, dem sich in Zukunft niemand, weder die Staaten noch die Banken noch die Märkte, wird entziehen können, so wie sie sie heute nutzen, um mit den natürlichen Ressourcen und Gütern Spekulationsgewinne zu erzielen – zum Wohle aller arbeiten, indem sie einen Großteil dieses immensen Reichtums im Sinne der stetigen Entwicklung der Menschheit umverteilen. Die Reichen werden immer

noch genauso reich sein, aber sie werden an der Beseitigung der Armut arbeiten. Die Bedingungen und Modalitäten einer solchen Umverteilung werden von einem digitalen Code der Gleichheit definiert und umgesetzt, der die Kapitalflüsse lenkt, aber auch die gerechte Verteilung von Ressourcen, Wissen und Chancen auf weltweiter Ebene. Dieser Code wird bestehende Gesetzestexte, Verordnungen und Erklärungen krönen, die aus vorangegangenen Revolutionen und Reformen hervorgegangen sind. Er wird universale Tragweite haben. Er wird die Abschaffung von Grenzen, das Ende der Nationen und die Entstehung der menschlichen Gesellschaft einläuten.

Wer spricht für den Bürger? Niemand außer ihm selbst, indem er sich Gesetze gibt. Die gelungene Form der Sprache ist das Gesetz, ein komplexer Text im Namen der Mehrheit, frei von Versprechungen und Lügen. Wer spricht für den Menschen von heute? Diejenigen, die das Gesetz verhöhnen.

Die Exekutive und die Legislative vertreten nicht mehr alle Bürger. Sie funktionieren wie Verwaltungsräte, deren Mitglieder die Interessen der Allgemeinheit dem Ehrgeiz von Parteigängern opfern. Sie verkörpern nicht mehr dieses große Gebilde aus widersprüchlichen Wünschen, über das sich der Wille des Volkes ausdrückte. Dieser Wille hat sich in einem solchen Maße verändert, dass er das moralische Gewissen des Einzelnen nicht mehr den demokratischen Gesetzen anpasst. Der Sinn für Gerechtigkeit stößt nunmehr auf ein Gesetz, das als willkürlich empfunden wird, da es die Konflikte ausschließlich zum Vorteil der Oligarchie entscheidet. Gerechtigkeit für alle erfordert ein besonderes

Augenmerk auf die Rechte der schwächsten Bürger und die Pflichten der Mächtigsten.

2

Das Bürgerliche Gesetzbuch und das Strafgesetzbuch bieten nicht mehr die Garantie der Ausgewogenheit, auf die die Bevölkerung in einer demokratischen Gesellschaft ein Anrecht hat. Die finanzielle Macht der Oligarchie hat sich, unterstützt von den digitalen Werkzeugen zur Vermehrung und Optimierung des Kapitals, außerhalb der Reichweite des Gesetzes eingerichtet.

3

Der Verfall der Macht misst sich an der Mutlosigkeit der Bevölkerung. Die Bevölkerung ist, obwohl es ein Recht auf freie Meinungsäußerung gibt, gefangen in der Aushöhlung des Gefühls von Freiheit, das von jenen genährt wird, die genau diese Freiheit schützen sollen. Daraus folgt, dass die Gewählten sich von ihrem Mandat, die Institutionen zu schützen, frei machen und sich damit begnügen, die Vorteile ihrer Funktion zu erhalten, und dadurch eine noch demonstrativere Bedeutung des Prunks nähren, die

sich nicht um Ausgewogenheit schert. Jede berechnete Beschwerde dagegen wird sogleich auf zweifache Weise neutralisiert: Einerseits hat der Bürger keine andere Möglichkeit, als sein Wahlrecht auszuüben und damit die Maschinerie aufrechtzuerhalten, deren Dysfunktionalität er auf grausame Weise erleidet; andererseits muss er erkennen, dass die Dysfunktionalitäten, die er kritisiert, der Preis des bestmöglichen Systems, der Demokratie, sind. Wenn der Bürger weiter klagt, sieht er sich dem Vorwurf der Neigung zur Diktatur ausgesetzt. Also resigniert der Bürger bis zu einem Punkt, an dem er sich von denen verführen lässt, die – immer im Dienste der Unterdrücker – eine bessere Gesellschaft versprechen.

4

Das Gefühl kollektiver Ohnmacht nährt eine Gewalttätigkeit, welche die Oligarchie, die viel zu sehr damit beschäftigt ist, die ungleiche Verteilung des Wohlstands aufrechtzuerhalten, sich hütet offen anzugehen. Die polizeiliche Verfolgung bestätigt den Verfall des demokratischen Ideals, schützt mit Macht die Privilegien der Mächtigen und sichert die Unterwerfung der Bevölkerung. Die Tatsache, dass

die Regierung heute die Mittel der Beherrschung nutzt, um eine Macht auszuüben, die nicht illegitim genannt werden kann, weil sie die Mehrheit jener ausdrückt, die sich noch die Mühe machen, zu wählen, die aber ungerecht genannt werden muss, weil sie einer opportunistischen Logik folgt, welche die Entmutigung der Bevölkerung nutzt, ist nur folgerichtig. Die Bevölkerung teilt die Vorstellung vom Untergang der Demokratie, da sie keine effektiven Mittel gegen die hat, die den Geist und die Funktionsweise der Demokratie unter dem Deckmantel von Wahlen pervertieren.

5

Man kann die Tyrannei nicht für immer abschaffen, aber man kann sich heute mit so weitreichenden, furchterregenden, wirksamen Gesetzen wappnen, dass sie die Habgier der Oligarchie neutralisieren, ohne gleichzeitig die Gesellschaft zu zerstören, die ohne Eliten nicht leben könnte. Man erkennt die Oligarchie daran, dass sie den legitimen und kollektiven Wunsch des Volkes nach Gleichberechtigung verringert, so dass dieser wie ein verrücktes Vorhaben ohne Zukunft erscheint und jeden Akt der Befreiung und jede revolutionäre Bewegung wie eine

Machenschaft der Destabilisierung darstellt, welche die Gesellschaft ins Chaos stürzen wird.

6

Doch um die Demokratie wiederherzustellen, reicht es nicht aus, die Mechanismen der Unterwerfung von Völkern zu analysieren und zu verstehen. Die Stärke des Volkes ist weder die Nächstenliebe noch die Liebe zur Gerechtigkeit. Es ist die gewissenhafte, unermüdliche Anwendung der im Gesetz festgelegten Grundrechte.

7

Nach der Revolution von 1789 geriet die Republik in Gefahr; sie wurde entwürdigt, geschwächt, aber sie hat sich wieder erhoben. Und jetzt ist sie wieder einmal mehr als bedroht, ja, bereits teilweise vernichtet. Doch wir haben die Möglichkeit, uns an unsere Fehler der Vergangenheit zu erinnern. Wir suchen die Feinde nicht mehr in der Bevölkerung. Da sind sie nicht. Da waren sie nie. Wo sind die Verräter? Als Feinde der Grundsätze der Demokratie haben sie sich außerhalb des Gesetzes verschanzt, in der Festung der Macht von Finanzwelt, Industrie und Politik. Die

Ordnung, die sich daraus ergibt, muss nicht näher beschrieben werden. Sie verkörpert das Scheitern des Rechts.

8

Jeder kennt die Geschichte der materiellen und immateriellen Not, die zu Revolutionen führt. Die Resignation der Bevölkerung hindert sie daran, diese Symptome in der Gegenwart zu erkennen, oder, wenn sie sie sieht, anzuerkennen, dass sie die Schwelle des Erträglichen überschritten haben. Welche Erniedrigung muss die Bevölkerung noch erleiden, um endlich aufzuwachen? Diese Frage stellen ihr die wortbrüchigen Regierenden zum Zeitpunkt der Wahlen, deren Wesen und Funktion sie zu einer reinen Farce degradiert haben. Was ist das für eine Freiheit, wenn man die Wahl hat zwischen einem Übel und einem noch größeren Übel? Garkeine. Es bleibt nur die Scham, an der Zerstörung der Demokratie beteiligt zu sein. Was ist das für eine Freiheit, wenn man die Wahl hat zwischen einem Übel und einem noch größeren Übel?

Das von der Verfassung der demokratischen Gesellschaft garantierte Wahlrecht darf nicht mit der Demokratie selbst verwechselt werden. Die Wahlenthaltung oder die Abgabe eines leeren Stimmzettels sind nicht unbedingt ein Zeichen für das Ende oder das Scheitern des demokratischen Systems. Im Gegenteil: Sie sind Ausdruck des Wunsches nach mehr Demokratie.

Demokratisch ist jedes politische System, das von einem Grundsatz der Offenheit geleitet wird, im Rahmen dessen die Macht in der Hand der Bevölkerung liegt und von ihr kontrolliert wird, ohne Unterscheidung nach Vermögen, Kompetenz, Geburt oder Herkunft, aber auch jede Gesellschaft, die in Anbetracht ihrer Vielfältigkeit die freie Äußerung ihrer Widersprüche, die immer wieder von den Bürgern neu diskutiert werden, zum zentralen Anliegen macht.

Die Verfassung, die eine Bevölkerung sich gibt, besteht in der Anwendung und Garantie der Rechte und Pflichten, ohne die diese Bevölkerung keine Gesellschaft formen kann. Diese Rechte und Pflichten werden als legitim bezeichnet, da sie die Grundlage für die soziale Ordnung bilden. Die Repräsentanten dieser Gesellschaft sind nicht über den Bürgern, sondern unter ihnen angeordnet. Die Macht, über die sie verfügen, zwingt sie dazu, auf jegliche Privilegien zu verzichten, außer auf das der Ausübung ihrer Aufgabe. Ihre materiellen Bedürfnisse im Hinblick auf Wohnung, Entlohnung und Schutz werden in Höhe des Minimalsatzes gedeckt, der jedem Bürger gesetzlich garantiert ist.

Aber die Gewählten, die Träger der Macht, etablieren notwendigerweise eine Oligarchie inmitten jeder Demokratie, ob direkt oder repräsentativ, und nehmen damit der Bevölkerung die tatsächliche politische Macht. Eine solche Oligarchie, die auch die Medien und das Finanzwesen mit einschließt, deren Rolle es wäre, die Gesellschaft zu informieren und

weiterzuentwickeln, die Pluralität der Mittel der Meinungsäußerung zu garantieren und Wohlstand zu schaffen, macht es sich ganz im Gegenteil zur Aufgabe, die Bevölkerung zu zähmen und verkümmern zu lassen, mit dem einzigen Ziel, privaten Interessen zu dienen, und führt somit das Modell der Tyrannei unter dem Deckmantel des Fortschritts, ob materiell, wissenschaftlich oder sozial, wieder ein und bleibt immer den obersten Interessen dieser Oligarchie unterworfen, nämlich der ständigen Vermehrung von Profiten und Privilegien, die mit der demokratischen Ordnung unvereinbar sind.

13

Hoffnung wird uns nicht mehr von den Mächtigen versprochen. Sie ist nun die Sache jedes Einzelnen.

14

Die Oligarchie wird an der wiederhergestellten Demokratie scheitern und ihr unterworfen werden.

Die Konzepte von Volk und Staat werden durch die Konzepte von Bevölkerung und Gesellschaft und letztendlich durch die eigentliche Realität der Weltbevölkerung ersetzt.

Der König ist tot, der Oligarch ist König, der Arbeiter liegt im Sterben, der Bauer erhängt sich, die Jugend konsumiert, die Demokratie scheidet dahin. Aber es bleibt eine Chance. Mitten im unterdrückerischen System, dessen treibende Kraft er ist, indem er jeden Tag die Abbruchraten unzähliger Bürger misst, arbeitet der Informatiker. Seine Funktion ist es, den Oligarchen zu nähren. Aber was ist seine Bestimmung?

Mit einer immensen Macht versehen, die er noch nicht erfasst hat, unterhält der Informatiker den Herrn, der ihn ernährt. Aber schon morgen wird er seinen Einfluss geltend machen. Wie der Bürger an die Stelle des Königs getreten ist, dessen Bankier er war, wird der Informatiker dafür sorgen, dass der

Oligarch auf ihn angewiesen ist, anstatt ihn immer noch weiter zu mästen.

18

Die Bevölkerung wird die Informatiker mit außerordentlichen Befugnissen ausstatten, um das Gebilde anzugreifen, das sie bislang verteidigt haben, und um die Gerechtigkeit und die revolutionäre Zuversicht über einen neuen Computercode wieder zu beleben, damit eine gleichmäßige Verteilung der Ressourcen und der natürlichen und produzierten Güter in Echtzeit und auf globaler Ebene gewährleistet ist. Nach dem revolutionären Ideal der Gleichheit programmiert, wird dieser Code erst einmal in die digitalen Werkzeuge der Finanzwelt implementiert, aber auch untrennbar mit denen verbunden, die die Staaten und die multinationalen Konzerne nutzen. Er wird einen prozentualen Anteil an allen Börsen- und Finanztransaktionen erheben, auf allen offiziellen und grauen Märkten, und gleichzeitig die Erschließung, den Transport und die Verteilung der Rohstoffe und Energiequellen verwalten. In einem zweiten Schritt wird dieser Computercode verfeinert werden, um soziale, ökonomische, politische, geografische, klimatische und historische Parameter der

Bevölkerungen zu berücksichtigen, unabhängig von den politischen Entscheidungen der Staaten, der Interessengruppenbund der Mafias. In einem dritten Schritt werden diese Algorithmen abgesichert, so dass sie das eigentliche Herzstück einer globalen Demokratie bilden, die endlich über ihre Mittel und Ressourcen verfügen kann.

19

Je mehr Reichtümer die Oligarchen produzieren werden, desto mehr wird bei den Bevölkerungen ankommen. Dementsprechend werden erstmals in der Geschichte der Menschheit die Mächtigen arbeiten, um die Bedürfnisse der Benachteiligten wirksam zu befriedigen. Letztendlich wird die ausgelaugte Demokratie entsprechend dem Prinzip der kommunizierenden Röhren wieder Lust auf Zukunft bekommen. Um die Oligarchie zu entwaffnen, muss kein Blut vergossen werden. Die revolutionäre Intelligenz verfügt über friedliche Waffen, die die alte Ordnung zerstören können, ohne die alten Herren zu töten, die so zu Dienern der Mehrheit werden.

Die Waffe der Revolution wird das Gesetz in Form eines obligatorischen, autonomen und von der Verfassung abgesegneten Computercodes sein. Ihre Vorkämpfer werden die Informatiker und Mathematiker sein und ihre Werkzeuge die der künstlichen Intelligenz.

Der Wille des Volkes ist souverän in Bezug auf Inhalt und Form. Die Demokratie muss sich nicht mehr hinter dem Vorwand verstecken, dass sie nicht über die Mittel verfügt, um die Oligarchie zu stürzen. Sie muss sich das öffentliche Interesse wieder zurückerobern und die Menschen wieder mit den Idealen von Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit versöhnen. Zu diesem Zweck muss sie die Generalstäbe zusammenrufen, die die erste Stufe der demokratischen Revolution prägen werden, die von denen initiiert und angeführt wird, die bereits die Macht haben, sich jedoch noch den demokratiefeindlichen Interessen unterwerfen: die Informatiker. Es ist Zeit, die Geschichte zu verändern.

Né à Genève en 1965, Philippe Rahmy a fait des études d'égyptologie à l'École du Louvre/Université de Genève et un master en Philosophie et en littérature à l'université de Lausanne. Écrivain et poète, il est le membre fondateur, avec François Bon, de la revue littéraire remue.net et a publié deux textes sur publie.net. Il réalise aussi des videolivres (vidéo poésie), et il est parolier du groupe rock «I need my Gasoline». En 2017, il a obtenu le «Prix suisse de littérature» pour son roman *Allegra*. *Monarques* vient de paraître aux Editions de la Table Ronde

